

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MTS

7 RUE DE DUNKERQUE
BP 88
67016 Strasbourg

Références : 0588/MS/AG
Code AIOT : 0006700588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement MTS, implanté 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MTS
- 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MTS exploite à Strasbourg au Port du Rhin (Nord) des installations :

- de stockage et de séchage de céréales ;

- de stockage de bois
- de transit de déchets.

Les prescriptions de référence sont celles de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention

Transport Service (MTS) à Strasbourg et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 avril 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de mise en demeure, prévention de l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	suivi de mise en demeure, tas de bois	AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1 ^{er}	/	Amende	so

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La hauteur limite des tas de bois n'est pas respectée.

L'inspection attend que lui soient communiquées en retour les quantités de bois présentes, en tonnes et en mètres cubes, sur les zones A et B du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi de mise en demeure, tas de bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La société MTS, 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg, est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son établissement de Strasbourg, rue de Dunkerque, les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 21 juin 2021 : •(...) <ul style="list-style-type: none"> Article 1.1.2 : la hauteur des tas de bois visés à la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées n'excède pas trois mètres.
Constats : L'inspection s'est rendue dans la zone B du site, où un tas de plaquettes de bois est visible depuis la route. Elle était accompagnée d'un employé de la société MTS qui lui a ouvert le portail. Le tas en question dépasse largement la hauteur de 3 m. Une hauteur de 6 m, voire plus, est estimée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délai : so